

## ***La question économique est-elle en passe d'avoir raison de la question sociale ?***

*Ewa BOGALSKA-MARTIN and Emmanuel MATTEUDI*

***In "The Social question in the Global World »***  
*-Seeking an Effective Paradigm-*

*Cambridge Scholars publishing - 2018*

A l'heure de l'accélération du processus de globalisation, comment analyser et interpréter les changements repérés entre les pays riches et les pays émergents sur la question sociale ? Comment lire et questionner la crise de l'Etat-providence et son socle de protection sociale historiquement constitué d'un côté, et l'émergence de nouvelles politiques sociales qui poussent à la contribution financière des bénéficiaires de l'autre ? Que dire également des pays les plus pauvres et de la difficulté récurrente pour eux, de bénéficier positivement des effets de l'aide internationale sur le champ de la lutte contre la pauvreté et de la protection de tous ?

Assurément, certains visionnaires pourraient y déceler les signes d'un « retournement » progressif du monde et d'une protection sociale qui concernerait peu à peu « l'autre face de notre planète ». Une telle évolution serait ainsi le signe d'une montée en puissance de la question sociale dans les pays du sud, et, à terme, d'une évolution potentiellement inversée des niveaux de développement et des acquis sociaux. Cette situation viendrait ainsi étayer une fois de plus, mais avec une autre issue, la vision du monde permise par la dialectique hégélienne et le matérialisme historique de Marx, qui considère l'existence d'un monde régi par des forces contradictoires et un rapport dominant/dominé, incarné par des classes sociales antagonistes, mais aussi par des pays riches et des pays pauvres, dont les situations se retourneraient après deux siècles de domination. Il y a là une crainte que les occidentaux les plus pessimistes voient poindre, notamment de par la place occupée dorénavant par certains pays émergents sur la scène internationale, la Chine, l'Inde, le Brésil, principalement. A l'inverse, mais plus positivement, nous pourrions faire l'observation progressive d'un simple « *rattrapage* », dans une optique quasi rostowienne à visée sociale, qui permettrait enfin aux deux hémisphères de se rejoindre en terme de développement et de politiques de protection sociale ; et de faire valoir une « *fin de l'histoire* » chère à Fukuyama, sur la base d'un capitalisme à visage humain, protecteur de ses agents, qu'ils soient salariés ou travailleurs indépendants, sans emploi, malades, handicapés ou retraités.

A moins que ce ne soit les signes d'une transition, dans laquelle les pays vont devoir se repositionner sur l'échiquier international, générant des modèles plus ou moins différenciés les uns des autres, et ce, indépendamment du niveau de développement acquis. Ou, pire encore, que la question sociale disparaisse progressivement des radars de notre modèle, où que ce soit dans le monde.

La « globalisation » comme objet est ainsi devenue incontournable pour évoquer et analyser les différentes dimensions des transformations socio-économiques, suggérant que l'adjectif « global » doit être considéré, non plus comme un concept académique, mais comme une métaphore qui rend compte de la complexité du monde dans lequel nous vivons, métaphore qui évoque les rapports de force et de pouvoir, les interconnexions qui se tissent telle une toile d'araignée, entre la multiplicité des processus et des acteurs qui agissent en vue de fabriquer la nouvelle diversité de notre monde.

Dans la continuité des trois perspectives évoquées ci-dessus, Peter Berger (2002, p.2), observe que le terme de « globalisation » est chargé d'affects, véhiculant et provoquant des prises de position très contrastées de la part des analystes et des acteurs. Pour certains, il s'agit de l'émergence de la société civile internationale qui œuvre en faveur de la paix, de la démocratie et des Droits de l'homme, préoccupée par l'idéal de justice sociale et d'égalité de traitements que l'on doit faire progresser partout. Pour d'autres, la globalisation évoque la destruction de nombreuses sociétés autochtones avec leurs cultures spécifiques. Certains pensent enfin, que la globalisation passe par l'imposition de l'hégémonie américaine et la mondialisation des échanges, qui accroît l'individualisation solitaire de la masse de travailleurs laissés sans protection, contraints à la mobilité et à la dégradation des conditions de travail et d'accès aux droits. Elle serait responsable de l'affaiblissement du pouvoir des États-Nations, en introduisant de nouvelles formes de gouvernance au niveau local, régional et mondial, qui font appel à des acteurs économiques multinationaux, mais aussi sociaux, notamment les ONG, les mouvements de résistance, de contestation, et d'auto-organisation à différents niveaux. Une tension entre la doxa du néolibéralisme et la doxa du respect des Droits de l'homme marque ainsi en profondeur les processus sociaux, économiques et culturels qui se déroulent à l'échelle globale et trouve son expression dans les conflits politiques, les retours au populisme et au nationalisme qui déchirent non seulement le continent européen mais aussi d'autres parties du monde saisies par la frénésie sécuritaire.

En attendant de vérifier ce que nous réserve l'avenir - ce que seul l'avenir pourra nous dire d'ailleurs, il paraît essentiel de nous saisir de la situation présente pour nous pencher sur la question sociale et observer le contenu des politiques ainsi que les formes qu'elles peuvent prendre selon le contexte, au nord comme au sud. Il y a de notre point de vue, une manière de s'emparer de ce qui est en jeu pour l'avenir de la planète, à court, moyen ou long terme. Que faut-il voir dans les progrès ou replis observés ? Quel rôle le modèle économique vient-il jouer dans cette affaire ? Le social peut-il rester central dans les préoccupations de nos gouvernants ou devient-il l'alibi de notre système ? Une perspective qui ferait du pouvoir politique, tantôt le porteur d'un capitalisme prétendument humaniste, tantôt le pompier d'une situation qui se dégrade, tantôt le partenaire invétéré des intérêts économiques et financiers au nom de la rigueur budgétaire, au nord comme au sud ? A y regarder de plus près, la question sociale devient ainsi un indicateur clé de la lecture que nous pouvons faire à ce jour de l'évolution du monde. Elle rappelle les possibilités offertes par le capitalisme pour penser la protection sociale, mais aussi les limites du politique pour les préserver dès lors que la situation économique ne le permet pas ou plus.

Pour tenter d'apporter des éléments d'éclairage aux mutations accélérées de notre monde, qui renvoient au sens que l'on veut donner au « vivre ensemble », nous ne pouvons passer à côté d'une relecture de l'histoire du capitalisme et des formes qu'il a données au salariat et à

la protection des travailleurs. Il y a là, une manière de discuter et d'interroger autrement le mouvement global des sociétés modernes et la manière dont on s'empare ou au contraire, évacue la question sociale. Ce retour sur l'histoire sensé éclairer autrement le présent, est pour nous également, une manière d'introduire le contenu de cet ouvrage collectif, qui se consacre à l'observation et l'analyse des changements globaux, l'observation des politiques sociales dans les mondes ancien et nouveau et la montée en puissance d'initiatives citoyennes, alternatives et innovantes. A l'heure de la globalisation, le passé est assurément là pour décrypter le présent et éclairer potentiellement le futur, permettant de revisiter les interrogations et perspectives énoncées ci-dessus, révélatrices à leur manière d'une opposition entre plusieurs perspectives totalement différenciées de l'avenir du monde, perspectives qu'il est indispensable à nos yeux de discuter, pour tenter de les dépasser.

Pour ceux qui se penchent sur les transformations observées à l'échelle planétaire, la globalisation correspond à un ensemble de processus dont les durées sont inégales et contradictoires. La globalisation embrasse ainsi les dimensions économiques, juridiques et politiques, transforme autant les structures sociales des pays et sociétés concernées que les individus qui y vivent, faisant naître des problèmes dont les solutions à l'échelle globale restent encore largement à inventer. Etudier les processus qui sont à l'œuvre lorsqu'on évoque la globalisation suppose, comme le remarquent de nombreux chercheurs, une transformation du répertoire conceptuel des sciences sociales (Wiewiorka, 2013) qui bouscule le paradigme imposé depuis le XIX<sup>ème</sup> siècle, celui des frontières indépassables (Wallerstein, 1991) entre les disciplines. L'idée générale qui s'en dégage est que, parce que le monde est un système complexe, ouvert et interconnecté, l'analyser nécessite l'adoption d'une démarche interdisciplinaire comme le suggère Wallerstein (Wiewiorka, 2013, p. 158). Seul un ensemble de regards croisés peut rendre compte de la complexité des processus dans un monde devenu système à interconnexions multiples. Le lecteur jugera, mais la perspective adoptée par les auteurs de ce livre est, sans doute, une modeste contribution à la réalisation d'un vaste programme qui suppose également d'interroger la valeur heuristique des concepts que nous avons pour habitude de mobiliser afin de rendre compte de la question sociale ici et ailleurs. L'ouverture d'une démarche heuristique comparative, proposée par certains auteurs, est sans doute nécessaire pour gagner la compréhension des processus que nous voulons analyser et sur lesquels il faut agir en adoptant un mode d'action pertinent.

Etudier la globalisation, c'est également lui donner une dimension historique. Pour Braudel et Wallerstein, elle débute au XVI<sup>ème</sup> siècle, à l'heure où l'Europe et les premiers pays industriels deviennent progressivement le centre d'un monde entouré de périphéries proches (Europe du Sud et Méditerranée) et de périphéries lointaines (Asie, Amériques). Les rapports de force transforment progressivement cette première organisation du monde globalisé : le centre se déplace et prend une forme multipolaire, les périphéries s'industrialisent et élaborent leurs propres stratégies de développement. A la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, le système-monde moderne existe et fonctionne en tant que tel. En lien avec l'expansion européenne et la colonisation qui ont contribué à structurer le système-monde interconnecté, étudié par les deux auteurs cités ci-dessus, la globalisation a été pensée comme l'américanisation du reste du monde (Lescent-Giles, 2003, p. 15) portée par les entreprises et les secteurs industriels à la recherche de nouveaux marchés. Pour de nombreux auteurs, la globalisation débute avec l'industrialisation et l'apparition massive du travail industriel. C'est ici que se situe le point de rencontre avec la deuxième dimension de notre problématique.

Comme la globalisation, la question sociale est née avec l'avènement du capitalisme et la transformation des masses rurales en travailleurs déplacés dans les centres industriels, détachés de leur communauté d'origine. Très vite, mais non sans luttes ouvrières, la question sociale a transformé le rôle de l'Etat dès le XIX<sup>e</sup> siècle, le conduisant à assumer la protection des travailleurs vulnérables et à faire face à une demande de justice sociale qui passe par le droit au travail et à la vie digne, « *le seul droit absolument indispensable* », comme le rappelle Alain Supiot dans sa leçon inaugurale au Collège de France en 2012 (Supiot, 2013, p. 18).

L'idée de deux globalisations, qui va nous intéresser ici, est soutenue par de nombreux auteurs. Pour certains (Aglietta, Le Cacheux, 2007), la première débute au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle et s'achève à la veille de la Première Guerre mondiale. Elle repose sur un régime de croissance à l'échelle planétaire. La deuxième, en cours, engendre de multiples déséquilibres et crises récurrentes, parmi lesquelles celle de l'Etat-providence. C'est un fait, lorsque la globalisation est l'objet d'analyse, l'attention des auteurs se focalise sur les processus macroéconomiques, flux de capitaux, croissance et compétitivité. Peu nombreuses sont les études comme celles de Berger et Huntington (2002), Appadurai (2001) ou Bauman (1998) qui analysent les processus culturels et sociaux engendrés par la globalisation, ainsi que les inégalités et les coûts sociaux qu'elle provoque. Et même si cette dernière peut être saisie à travers sa dimension vertueuse, il n'échappe à personne que la globalisation des flux, les processus de délocalisation et de transfert d'activités économiques provoquent des mutations profondes du marché du travail en touchant de manière asymétrique les pays développés et en voie de développement. Supiot (2010, p.48) utilise le terme de « *pulvérisation des droits* » pour évoquer ces processus dans les pays où ils existaient jadis. Bauman parle de marginalisation de groupes de « *déchets humains* » produits par les mêmes processus, aussi bien dans les pays développés que dans les pays en développement qui active les phobies sécuritaires et la peur des étrangers qui s'expriment dans les idéologies populistes et les attitudes xénophobes. Dans la perspective de ces deux auteurs, la globalisation accroît les inégalités, y compris là où des progrès ont déjà été accomplis.

La conscience de ces effets n'échappe pas aux acteurs politiques à l'échelle des Etats nationaux, mais aussi à l'échelle de l'Europe. Pour gérer les conséquences sociales de la globalisation économique qui passe par la délocalisation des activités industrielles, l'Union européenne a créé en 2006 le Fonds européen d'ajustement à la mondialisation, dont la vocation est de venir en aide aux travailleurs touchés par les licenciements collectifs. Cette prise de conscience au niveau européen semble montrer que les effets sociaux de la globalisation doivent être pris en compte et accompagnés par des organisations supranationales telles que l'Union européenne. Or, comme le soulignent Wasmer et Weizsäcker (Wasmer, Weizsäcker, 2007, p.229) le problème est de taille. Les deux auteurs chiffrent à 570 000, les pertes annuelles d'emploi dans l'Union européenne à 27, liées aux échanges internationaux. L'une des difficultés à aborder ce problème tient à la manière de calculer les bénéfices et pertes causés par la mondialisation. Même si on laisse de côté le problème épistémologique de la mesure, l'estimation des bénéfices de la globalisation à l'échelle de l'année 2015 et pour l'ensemble des pays, donne lieu à de telles différences qu'il est difficile de la considérer comme fiable<sup>1</sup>. Si les bénéfices restent difficiles à calculer, les

---

<sup>1</sup> Celles-ci ont été estimés à 142,5 milliards d'euros par le Fonds Carnegie, à 243 milliards d'euros par la Banque Mondiale et à 848,5 milliards par le Trésor Britannique (Wasmer, Weizsäcker, 2007, p. 235)

conséquences de ces transferts représentent sans aucun doute des coûts importants pour les salariés. La globalisation reconfigure en profondeur le marché de l'emploi et produit des chocs d'adaptation qui touchent, en particulier, certains groupes de population dans les pays d'économie avancée.

L'histoire nous montre donc bien que la question sociale, mais aussi et surtout la lutte pour la protection de tout un chacun, est un processus qui s'est inscrit dans le temps, pour atteindre son apogée au cours des trente glorieuses, suggérant par là même que la protection sociale, c'est pleinement une affaire du système capitaliste qui, contraint et forcé, a dû prendre en compte cette préoccupation. Il est ainsi très intéressant de voir les politiques sociales émerger au sud, comme un signe de l'élévation du niveau de vie, mais aussi comme une nécessaire prise en compte de la protection sociale pour que le système vive et perdure. Ce qui vient cependant surprendre aujourd'hui, tient à l'observation d'une machine protectrice que l'on aurait voulu ascensionnelle au nord, mais qui rencontre aujourd'hui un recul certain, signalant, par là-même, que les années 1950-70 auront été une probable exception de l'histoire de l'humanité.

Comment interpréter ce repli de la protection sociale en Europe et dans l'ensemble des pays occidentaux ? Est-ce seulement une affaire de crise économique qu'il nous faudrait surmonter, notamment pour permettre au système contributif de reprendre ses lettres de noblesse ? Ne serait-ce pas plutôt le signe de la montée en puissance d'un modèle économique qui génère une forme de protection sociale qui ne s'attacherait qu'à considérer les plus démunis, notamment pour assurer une relative paix sociale, renvoyant à ce que Braudel dit du capitalisme quand il évoque les conditions de son émergence, à savoir, la nécessité d'une certaine tranquillité de l'ordre social et une neutralité, une faiblesse, voire une complaisance de l'Etat ?

Pour y répondre, nous devons observer ce qui se passe « ailleurs », dans les pays où les politiques de protection sociale ne sont encore que balbutiantes, et donc, porteuses de ce qui les distingue, ou au contraire, de ce qui les confond avec les politiques encore présentes dans les pays riches. C'est à partir de cette approche comparée que le propos est à même de prendre sens et de s'affirmer, dépassant ce que la simple observation des pays riches permet de faire.

Si le modèle économique semble avoir pris le temps de son extension géographique à l'échelle planétaire, celui de la protection sociale, qui fait partie intégrante du modèle à un moment de son histoire, l'a encore pris davantage. Ainsi, doit-on considérer que l'émergence d'une couverture sociale dans les pays du sud, se fait avec plus de retard que le modèle en a pris pour se diffuser sur le plan strictement économique.

Nous savons à ce jour que les différences entre les niveaux de développement des hémisphères nord et sud demeurent élevées, et que la protection sociale entre les pays riches et les pays pauvres reste marquée par un fossé encore béant. Il suffit de rappeler que l'immense majorité des 28% de la population mondiale qui bénéficie d'un niveau de protection sociale « complet »<sup>2</sup> selon l'OIT, vit dans les pays riches et une poignée de pays du

---

<sup>2</sup> Le Pacte mondial pour l'emploi de l'OIT identifie parmi les principaux éléments du socle de protection sociale « un accès aux soins de santé, une garantie de revenu pour les personnes âgées et handicapées, l'octroi de prestations pour enfants à charge

sud (Brésil, Colombie, Algérie, Thaïlande), quand 50% de la population mondiale qui ne dispose d'aucune protection, vit principalement dans les pays pauvres (Polet, 2014). De tels écarts sont fréquemment justifiés par les différences observées dans la production de richesse, mais aussi par l'importance de l'économie informelle, que les économistes orthodoxes perçoivent comme un facteur déterminant de l'impossibilité de financer des politiques de protection sociale, suggérant par là-même que la couverture sociale suit de près les taux de formalisation du marché du travail. N'oublions pas également, la difficulté, même pour les ayants droit d'un grand nombre de pays, de bénéficier d'une couverture correcte, révélant ainsi la grande précarité de systèmes pourtant calqués sur notre modèle. De telles observations conduisent à montrer que les systèmes assurantiel et assistanciel (Bismarckien ou Beveridgien) qui ont fait la force des modèles de protection sociale portés par l'Etat dans les pays riches, connaissent globalement de grandes difficultés dans les pays du sud, même si les pays du sud ne sont pas tous à considérer de la même manière.

Sur le plan historique, rappelons que les premiers signes de l'Etat-providence dans les pays en développement remontent aux années 1920-30 pour certains pays d'Amérique latine, et un peu plus tard pour les pays encore colonisés. Ils ont d'abord pris la forme de régimes contributifs destinés à des populations salariées, essentiellement fonctionnaires, militaires et travailleurs du système formel. Et puis, quand la situation économique ou l'aide internationale le permirent, la protection sociale gagna quelques populations « cibles », sur la base de politiques assistancielles. Tout ceci fut balayé par l'éclatement de la dette et la mise en place des Plans d'Ajustement Structurel (PAS) au cours des années 1980, notamment parce qu'il fallait assainir les économies et rétablir les équilibres budgétaires. Ce n'est finalement que depuis une vingtaine d'années que la question sociale ré-émerge, à la suite des effets désastreux du consensus de Washington et de la doctrine néo-libérale qui avaient vu dans l'Etat et les politiques sociales, la solution au problème des « maux » du sud. C'est donc aujourd'hui la fin de l'application des théories les plus orthodoxes, mais c'est aussi à sa manière, la fin de la croyance en l'Etat-providence. Les pays du sud, émergents ou en développement, sont à cet égard, encore largement tributaires de la politique souhaitée par la communauté internationale, principalement la Banque mondiale, l'OCDE et la Commission européenne, qui valorisent le développement de programmes non-contributifs à destination des plus pauvres, dont la coopération internationale institutionnelle dit tout le bien au vu de certaines expériences menées au Brésil, au Mexique ou en Afrique du sud. En souhaitant accompagner et protéger les populations les plus précaires, on met ainsi au placard la perspective d'une pensée universaliste et d'une citoyenneté sociale à l'échelle planétaire. Après les PAS, le développement des transferts sociaux à destination d'une population « cible » vient donc tuer pour la deuxième fois, la perspective d'une universalisation des droits sociaux, même si au demeurant, la seconde des perspectives paraît plus porteuse que celle qui consistait à supprimer toute forme d'aide et de protection des plus démunis. En attendant, on voit bien comment de telles politiques contribuent à amortir les chocs sociaux inévitables au sein d'économies s'intégrant à des marchés mondiaux de plus en plus mouvants.

Il suffit d'observer de près les stratégies de la Banque mondiale et de l'OCDE pour vérifier que la pensée libérale domine aujourd'hui l'élaboration et la mise en oeuvre des politiques

---

(allocations familiales) et une garantie de revenu pour les chômeurs et les travailleurs pauvres combinée à des programmes publics de garantie de l'emploi » (OIT, 2009, Surmonter la crise : un pacte mondial pour l'emploi).

publiques. Le salaire minimum, la limitation du temps de travail, les congés payés, voire même le travail des enfants ne sont plus au centre des préoccupations (Banque mondiale, « Doing business », 2013) des organisations internationales qui disposent des moyens et des pouvoirs les plus conséquents. C'est au contraire, une protection « bien conçue et bien ciblée » (Mestrum, 2014), où la protection sociale portée par l'Etat finit par se confondre avec la lutte contre la pauvreté, perçue comme un danger pour la sécurité et une instabilité potentielle pour le bon fonctionnement du système. A charge pour les non-exclus, de s'octroyer une couverture sociale permise par les assurances sociales privées, « consommables » sur le marché. C'est ainsi, sous couvert d'une politique visant à éradiquer la pauvreté (ODM), que la pensée néo-libérale a finalement pénétré sournoisement les esprits, excluant, de fait, la perspective d'une protection sociale pour tous.

Comme on l'a évoqué, la protection sociale en repli au nord, et en balbutiement au sud, témoigne de sa nécessaire inscription dans l'agenda des préoccupations de nos sociétés, signifiant, certes, une augmentation globale de la protection sociale à l'échelle planétaire, mais aussi, la déliquescence d'une pensée universaliste, fondée sur une citoyenneté sociale, et la montée en puissance généralisée d'une protection sociale destinée à des catégories de population spécifiques, dites vulnérables, révélant des régimes sociaux à plusieurs vitesses.

Si les acquis sociaux ont été assurément le résultat d'une double bataille, celle du mouvement des travailleurs d'abord, et de certains gouvernements ensuite, c'est tout de même en luttant contre les différentes formes d'exploitation que le monde développé a connu ses évolutions sociales les plus perceptibles. Cette époque semble aujourd'hui révolue, notamment parce que le politique a de moins en moins d'emprise sur l'économique, et qu'en perdant le contrôle de ce dernier, il pourrait bien devenir un partenaire, voire un allié de ses règles de fonctionnement. En partant de ce point de vue, nous pourrions nous demander si la protection sociale ne devient pas un alibi du modèle libéral, pour permettre à ce dernier d'arriver plus sereinement à ses fins. D'un rôle de protecteurs, nos gouvernants pourraient-ils devenir à leurs dépens, l'ennemi de la question sociale pour faire le jeu du système et des dominants ?

Ainsi, les systèmes de protection sociale en Europe et dans les pays du sud sont encore très différents, mais ils convergent sous l'effet d'une philosophie identique, conforme aux politiques néo-libérales, avec l'émergence d'un Etat visant à protéger les marchés.

La comparaison Nord-Sud est à ce propos riche d'enseignements, révélant des répétitions de l'histoire, et donc les signes précurseurs d'une lame de fond, qui, rétrospectivement parlant, est perceptible depuis la fin des trente glorieuses.

Le premier temps fort de cette évolution est marqué, comme on l'a vu, par les PAS imposés aux pays du sud à partir des années 1980, qui ont provoqué un arrêt brutal des possibilités d'extension de la protection sociale dans les pays pauvres. Le second est celui, plus sournois, de l'introduction de la lutte contre la pauvreté dans les années 1990-2000, qui marque la fin des politiques de protection à pensée universaliste. La crise qui sévit à ce jour dans les pays riches, porte le dernier coup de semonce d'un modèle qui vient démanteler ce qui avait été acquis de haute lutte au cours du XX<sup>ème</sup> siècle. Nous voilà donc au nord comme au sud, pris dans une spirale, descendante et ascendante, certes, mais selon une logique qui connaît des

similitudes étonnantes, celles de la fin de l'Etat-providence d'un côté, et de l'Etat-providence mort-né de l'autre.

Une des dimensions les plus perceptibles de la globalisation semble donc s'inscrire dans une perspective essentiellement néolibérale, tracée et reconnue dans les années 1970 par l'attribution des prix Nobel à Hayek en 1974 et à Friedman en 1978. A partir des années 1980, « *the IFM and the World Bank became centres for the propagation and enforcement of « free market fundamentalism » and neoliberal orthodoxy* » (Harvey, 2005, p.29), témoignant de la domination d'une doxa néolibérale qui contribue à accroître les inégalités. En 1996, les 358 personnes les plus riches possèdent une fortune équivalente à celle de 45% de la population mondiale, soit 2,3 milliards de personnes (Harvey, 2005, p.35). Depuis, la tendance s'est encore affirmée, même si dans certains pays l'écart a diminué. Comme jamais, les groupes qui détiennent les richesses, les capitaux et le pouvoir des décisions économiques s'entendent et s'organisent à l'échelle internationale. De leur côté, les simples consommateurs n'échappent pas à la globalisation. Derrière la promesse de la liberté envisagée jadis par Polanyi (Polanyi, 1954), au travers des formes de consommation imposées par les grands groupes de distribution, le marché global introduit une standardisation des goûts. « *The good freedoms are lost, the bad ones take over* » (Harvey, 2005, p.37). Si au cœur du processus se situent les transformations du travail, d'accumulation de capitaux et de droits des travailleurs, on observe que la marchandisation et la démarchandisation du travail sont ainsi, tour à tour, à l'œuvre. L'Etat-providence souffre de l'absence de moyens pour accomplir sa mission de protection des plus vulnérables, qui n'accèdent même plus à la citoyenneté, et perd le contrôle de la sphère économique en devenant incapable de faire face aux problèmes du chômage de masse. Le « précaire » devient une forme de vie urbaine, non seulement dans les pays sous-développés mais aussi au cœur de l'Occident où les processus de ghettoïsation et d'apparition des bidonvilles progressent en regroupant les populations marginalisées, privées de droits civiques (sans-papiers) et sociaux.

Pourrions-nous imaginer des pistes sur lesquelles réfléchir, celles qui pourraient être à ce propos, la trame de la réflexion à mener à partir des contributions à cet ouvrage ? Plusieurs signes nous font penser que tout espoir n'est pas perdu.

Parmi les éclairages potentiels de notre devenir et du changement de regard qui s'impose, il y a les initiatives citoyennes que l'on voit émerger dans les pays riches. Habités par l'incertitude et l'anxiété du lendemain, contraints d'agir, des hommes et des femmes réinventent localement des micro-systèmes de protection, de solidarité, et d'autogestion ; des hommes et des femmes qui réinventent l'humain là où la « vie nue » a pris possession des êtres placés dans les zones d'invisibilité sociale (Appadurai, 2013, p.147). A y regarder de plus près, ce sont même deux perspectives parfois entremêlées, que l'on voit émerger : celle de la solidarité combinée à celle de la débrouillardise. Ainsi, certains projets d'agriculture urbaine portés par des initiatives individuelles ou collectives, relèvent de formes plus ou moins alternatives de développement, soucieuses de revenir à une économie de proximité, une alimentation saine, tout en re-végétalisant les villes et en favorisant la reconstruction des liens sociaux. Elle est aussi, sous certaines de ses formes, en passe de relever d'une économie de la débrouillardise, au travers notamment de la vente des productions, que ce soit dans le cadre



d'un circuit officiel ou informel. Il en est de même du développement de l'hébergement chez l'habitant (Airbnb) ou du covoiturage, qui, en parallèle à la recherche d'un ré-enchantement des liens sociaux, assure un petit revenu ou des économies à des personnes qui en ont besoin. Assurément, nous devons nous questionner sur ce que signifie ce mouvement émergent ou ré-émergent dans les pays riches. Il naît à un moment singulier de l'histoire, quand l'Etat protecteur vient à « se retirer » et que la crise s'installe durablement.

Même si dans le cadre de la protection sociale, l'émergence d'initiatives citoyennes est plus difficile à envisager, notamment parce que la retraite, la santé, l'assurance chômage touchent à des domaines plus délicats et surtout plus difficiles à mettre en oeuvre, notre livre entend malgré tout se faire l'écho d'expériences qui vont dans ce sens, contrebalançant de fait, la déliquescence des politiques publiques à visée sociale.

A côté des initiatives citoyennes en émergence, il y a également la réflexion montante à propos des « communs », et notamment des communs sociaux, qui cherche à ré-injecter dans notre monde de plus en plus déshumanisé, une dimension politique au vivre ensemble.

Quand le thème a émergé à la veille du XXIème siècle, il s'est fait sur la base de deux mouvements très différenciés l'un de l'autre : l'un tourné vers la défense des services publics alors bousculés et mis à mal par la poussée libérale, et l'autre tourné vers des préoccupations environnementales. Aujourd'hui, les deux mouvements se sont mis en résonance, notamment parce que les communs publics et les communs naturels ont pour similitude de désigner le système capitaliste comme responsable premier de notre situation actuelle. Et puis, corrélé à cela, la problématique du commun a pris de l'importance à un moment où le néolibéralisme transforme de manière sournoise et profonde, le visage de l'Etat, sa fonction et sa forme, montrant à quel point la propriété d'Etat n'est absolument pas un moyen d'assurer le partage, la solidarité, la redistribution. (Dardot et Laval 2014).

Peut-on alors parler de renouvellement des paradigmes qui ont déterminé jusqu'à présent notre lecture du monde et du traitement de la question sociale dans un monde de plus en plus interconnecté, globalisé, exposé aux crises climatiques, sanitaires et économiques sans frontières ? Cette pensée « nouvelle », mais aussi les pratiques observées, trouvent-elles leurs origines dans la pensée philosophique et économique du monde occidental ? Quel est le poids de la « production originelle » des pays du Sud qui vivent de plein fouet, comme l'Europe jadis, les effets de la transformation des masses rurales en salariés ?

Les formes et les traitements de la question sociale dans un monde globalisé : tel est donc le sujet des contributions réunies dans ce livre. Les auteurs, universitaires du Nord et du Sud, sociologues, juristes, économistes, anthropologues, géographes et urbanistes portent ici un regard à la fois historique et comparatif sur les dynamiques sociales qui participent à la transformation des formes et des manières de penser la question sociale dans les différentes parties du monde. Ils interrogent non seulement l'efficacité des politiques publiques ou les effets de leur absence, mais aussi la pertinence des concepts théoriques qui permettent d'en rendre compte. La perspective adoptée est donc d'emblée transculturelle, transnationale, comparative et critique. Elle vise une ouverture de la réflexion sur les réponses publiques, privées et communautaires aux problèmes sociaux qui touchent des populations vulnérables

au Nord et au Sud, les populations en mouvement géographique transfrontalier ou non. De quels droits ces populations disposent-elles ? Sur quelles protections et assistances peuvent-elles compter ? Sont-elles capables d'apporter leurs propres solutions locales pour faire face à la misère, aux problèmes sanitaires et à l'absence des droits le plus élémentaires ?

Pour tenter de répondre à ces questions, l'ouvrage se présente sous la forme de cinq parties qui s'inscrivent délibérément dans une démarche progressive. Il s'agit d'appréhender en premier lieu, les grandes évolutions de la question sociale à l'échelle planétaire, avant d'aborder, à partir d'une approche comparée, les politiques de protection sociale dans un certain nombre de pays, au nord comme au sud, puis de clore le développement par les initiatives citoyennes repérables à ce jour, révélatrices de formes de solidarités à la fois inscrites dans le temps, mais aussi, profondément nouvelles au regard de l'histoire récente de l'Etat-providence dans les pays riches.

### *Bibliographie*

- Aglietta M., Le Cacheux J., « De la première à la seconde globalisation », *Revue de l'OFCE* 2007/3, n° 102, p. 155-204.
- Alternatives sud, Protection sociale au sud, les défis d'un nouvel élan, Volume 21-2014 / 1, CETRI, Syllepse, 2014
- Appadurai A., *Condition de l'homme global*, Paris, Payot, 2013
- Appadurai, A., *Après le colonialisme. Les conséquences culturelles de la globalisation*, Paris, Payot, 2001
- Appadurai A., (dir.), *Globalization*, Durham, Duke University Press, 2003
- Appadurai A., « Dead Certainty : Ethnic Violence in the Era of Globalization », *Public Culture*, 10 (2), 1998
- Braudel F., *La dynamique du capitalisme*, Editions Arthaud, Paris, 1985
- Benassy-Guéré A., Chavagneux A., Éloi Laurent, Dominique Plion, Michel Rainelli, Jean-Pierre Warnier, *Les enjeux de la mondialisation. Les grandes questions économiques et sociales III, La Découverte*, Paris 2013
- Bauman Z., *The Globalization. The Human Consequences*. Columbia University Press, 1998
- L. Berger P., Huntington S., P., (eds.), *Many Globalizations. Cultural Diversity in the Contemporary World*, Oxford University Press, New York 2002
- Dardot P., Laval Ch., « Commun », *Essai sur la révolution au XXIème siècle*, Editions La Découverte », Paris, 2014
- Harvey D., *A Brief History of Neoliberalism*, Oxford University Press, 2005
- Fukuyama F., *The end of the history and the last man*, 1992
- Kojève A., *Introduction à la lecture de Hegel*, Gallimard, Paris, 1947
- Lescent-Giles I., « Globalisation as a long-term process: A case study of the British experience since 1700 », *Entreprises et histoire* 2003/1 (n° 32), p. 15-31
- Marx K., Engels F., *Le manifeste du parti communiste*, 1848
- Polanyi K., *The Great Transformation*, Boston, Beacon Press, 1954
- Rostow WW., *Stages of economic growth, A non communist manifesto*, 1960
- Supiot A., *L'esprit de Philadelphie. La justice sociale face au marché total*, Seuil, Paris, 2010
- Supiot A., *Grandeur et misère de l'État social*, Fayard, Paris 2013
- Wasmer E. Weizsäcker J., « Le fonds européen d'ajustement à la mondialisation : pour quoi faire ? », *Revue de l'OFCE* 2007/3 (n° 102), p. 223-246
- Wiewiorka M., « Penser global », *Socio*, 01, 2013
- Wallerstein I., *Unthinking Social Science : the Limits of Nineteenth Century Paradigms*, Cambridge, Polity Press, 1991